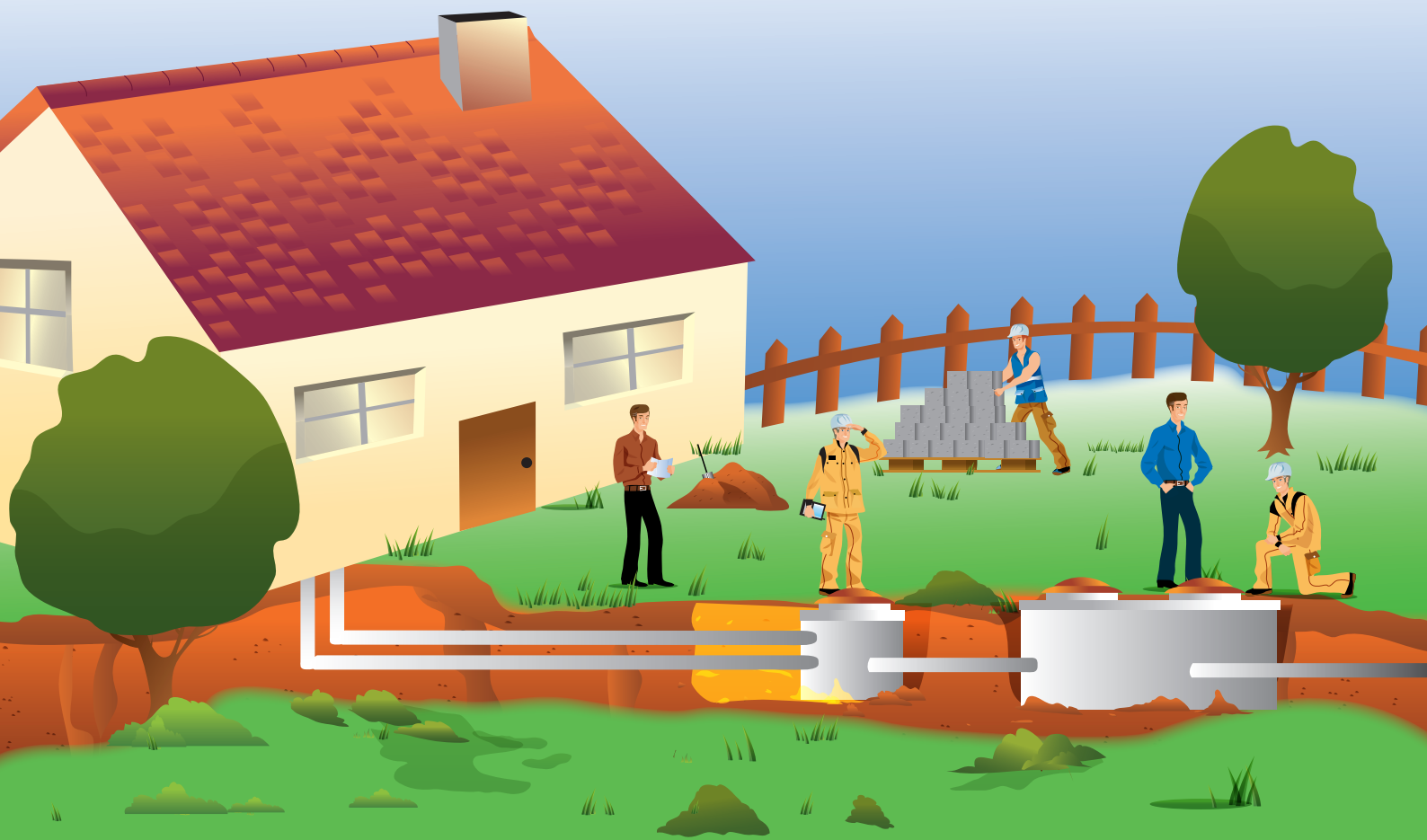


GRAND CYCLE DE L'EAU

Règlement du Service Public d'Assainissement Non-Collectif (SPANC)



Mâconnais-Beaujolais
AGGLOMÉRATION
www.mb-agglo.com

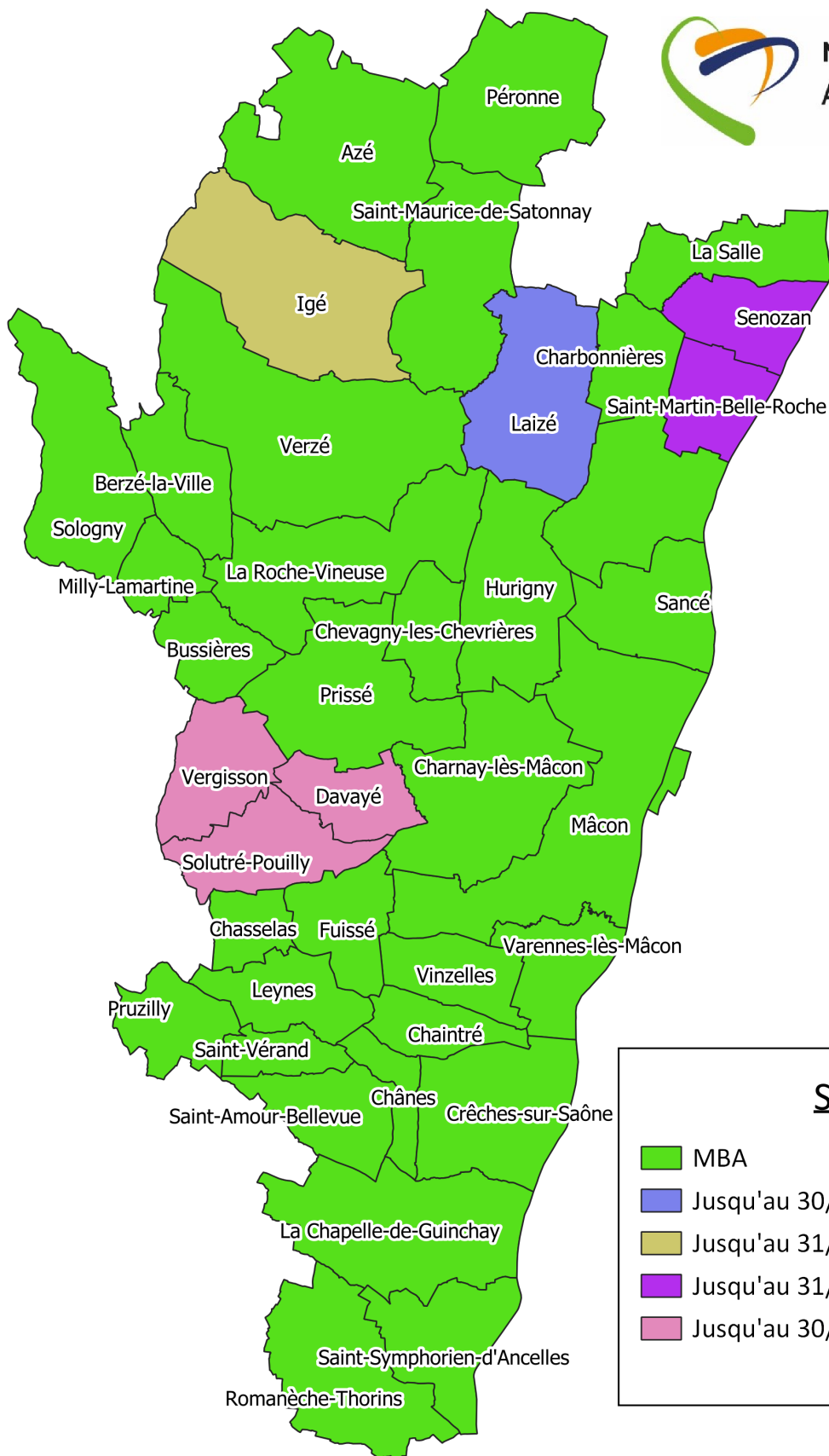
SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	P.5
Article 1 - Objet du règlement	
Article 2 - Territoire d'application du règlement	
Article 3 - Définitions	
Article 4 - Obligation d'assainissement des eaux usées domestiques	
Article 5 - Immeubles concernés par l'article 4	
Article 6 - Droit d'accès des agents du SPANC et avis préalable à la visite	
Article 7 - Règles de conception et d'implantation des dispositifs	
CHAPITRE 2 : MISSION DE CONTRÔLE DU SPANC	P.7
Article 8 - Contrôle du projet d'assainissement non collectif	
Article 9 - Vérification de la bonne exécution des ouvrages	
Article 10 - Mise en œuvre et délivrance d'un rapport de visite	
Article 11 - Contrôle périodique par le SPANC	
Article 12 - Contrôle d'ANC à la vente	
Article 13 - Contrôle de l'entretien par le SPANC	
CHAPITRE 3 : RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS DES USAGERS	P.10
Article 14 - Travaux d'installation ou de modification d'un ANC	
Article 15 - Entretien et vidange des installations d'ANC	
Article 16 - Obligation de l'occupant de l'immeuble	
Article 17 - Obligation du vendeur d'un bien immobilier à usage d'habitation	
Article 18 - Obligations de l'acquéreur d'un bien immobilier à usage d'habitation	
CHAPITRE 4 : INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF SUPÉRIEURE À 20 EH	P.12
Article 19 - Définition et principes	
Article 20 - Information du public	
Article 21 - Règles spécifiques à la conception d'installations d'ANC de 20 EH ou plus	
Article 22 - Réception des travaux	
Article 23 - Élaboration d'un cahier de vie	
Article 24 - Contrôle annuel de la conformité	
CHAPITRE 5 : REDEVANCES ET PAIEMENTS	P.14
Article 25 - Principes applicables aux contributions d'ANC	
Article 26 - Types de contributions et personnes redevables	
Article 27 - Institution et montant des contributions d'ANC	
Article 28 - Information des usagers sur le montant des contributions	
Article 29 - Recouvrement des contributions d'assainissement non collectif	
Article 30 - Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, de dysfonctionnement grave de l'installation existante ou d'absence de mise en conformité passé le délai réglementaire	
Article 31 - Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle	
Article 32 - Modalités d'application des pénalités financières	
Article 33 - Modalités de règlement des litiges	
Article 34 - Modalités de communication du règlement	
Article 35 - Modification du règlement	
Article 36 - Droits des usagers et propriétaires vis à vis de leurs données	
Article 37 - Date d'entrée en vigueur du règlement	
Article 38 - Exécution du règlement	

DATE D'APPLICATION DU RÈGLEMENT DU SPANC PAR COMMUNE



Mâconnais-Beujolais
AGGLOMÉRATION



Qui réalise les contrôles d'ANC sur ma commune et jusqu'à quand?

CHAPITRE 1

Dispositions générales

ARTICLE 1 - OBJET DU RÈGLEMENT

Conformément à l'article L2224-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le présent règlement de service précise les prestations assurées par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) ainsi que les obligations respectives, du service et de ses usagers.

ARTICLE 2 - TERRITOIRE D'APPLICATION DU RÈGLEMENT

La compétence « assainissement non collectif » a été transférée à Mâconnais Beaujolais Agglomération (MBA) au 1^{er} janvier 2020. Aussi, pour les contrôles, le présent règlement s'applique sur les communes de Mâconnais Beaujolais Agglomération dont la mission de contrôle du SPANC est assuré en régie (voir Annexe 2).

ARTICLE 3 - DÉFINITIONS

Le SPANC est rattaché à la Direction du Grand Cycle de l'eau de MBA et sa mission est définie par l'arrêté du 27 avril 2012. Les usagers du SPANC sont définis en Annexe 1 du présent règlement. Ils sont soumis à l'ensemble de la réglementation en vigueur en matière d'assainissement non collectif, notamment les textes législatifs et réglementaires adoptés au niveau national, ainsi que le règlement sanitaire départemental. Le cas échéant, ils sont également soumis aux arrêtés du représentant de l'État dans le département ou aux arrêtés municipaux ou intercommunaux ayant pour objet d'édicter des dispositions particulières en vue d'assurer la protection de la santé publique.

Certains termes spécifiques sont expliqués et définis en Annexe 1. Les dispositions de cette annexe font partie du présent règlement.

ARTICLE 4 - OBLIGATION D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES DOMESTIQUES

Conformément à l'article L1331-1 du code de la santé publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation ou assimilés (cf article 5), est obligatoire, dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées. L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées.

Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit. Le rejet d'eaux usées, même traitées, est interdit dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.

Les installations d'ANC doivent être maintenues en bon état de fonctionnement et sont contrôlées par le SPANC.

Le non-respect du présent article par le propriétaire d'un immeuble, peut donner lieu aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales mentionnées au chapitre VI.

L'article 4 ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre l'autorité compétente et le propriétaire.

ARTICLE 5 - IMMEUBLES CONCERNÉS PAR L'ARTICLE 4

Sont concernés par l'article 4, les immeubles suivants non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées :

- Tout immeuble à usage d'habitation, soumis à la taxe d'habitation et raccordé au réseau public de distribution d'eau potable ou à tout autre mode de captage privé (source, puits, forage).
- Tout immeuble à usage autre qu'habitation, raccordé au réseau public de distribution d'eau potable ou à tout autre mode de captage privé (source, puits, forage) et produisant des eaux usées domestiques ou assimilées.

Lorsqu'un immeuble est raccordable à un réseau public de collecte, le propriétaire est tenu de le raccorder au réseau public de collecte. Toutefois, jusqu'à ce que le raccordement soit effectif, l'obligation de traitement par une installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement s'applique, y compris en zone d'assainissement collectif.

ARTICLE 6 - DROIT D'ACCÈS DES AGENTS DU SPANC ET AVIS PRÉALABLE À LA VISITE

Droit d'accès

Conformément à l'article L1331-11 du code de la santé publique, les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées :

- Pour procéder au contrôle des installations dans les conditions prévues par le présent règlement,
- Pour effectuer des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation, dans le cas où une convention relative à de tels travaux a été conclue entre le propriétaire et le SPANC,
- Pour procéder à des travaux d'office en application de l'article L 1331-6 du code de la santé publique.

Avis préalable à la visite

Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite, notifié au propriétaire des ouvrages ou, en cas d'impossibilité de localiser le propriétaire, à l'occupant des lieux, dans un délai d'au moins sept jours ouvrés avant la date de la visite. Toutefois l'avis préalable n'est pas nécessaire lorsque la visite est effectuée à la demande du propriétaire ou son mandataire et après avoir fixé un rendez-vous avec le SPANC. Dans le cas où la date de visite proposée par le SPANC ne convient pas au propriétaire ou à l'occupant, cette date peut être modifiée à leur demande, sans pouvoir être reportée de plus de 6 mois. Le destinataire de l'avis préalable de visite est informé de cette possibilité de déplacer le rendez-vous dans la convocation adressée par le SPANC.

Le propriétaire devra informer le SPANC en temps utile, au moins un jour entier (hors samedis, dimanches et jours fériés) avant le rendez-vous, pour que le SPANC puisse en prendre connaissance et annuler la date et l'horaire proposés.

Présence du propriétaire ou de son représentant

Le propriétaire doit être présent ou représenté lors de toute intervention du SPANC. Lorsqu'il n'est pas lui-même l'occupant de l'immeuble, il appartient au propriétaire de s'assurer auprès de cet occupant qu'il ne fera pas obstacle au droit d'accès des agents du SPANC. Il incombe aussi au propriétaire de faciliter aux agents du SPANC l'accès aux différents ouvrages de l'installation d'assainissement non collectif, en particulier, en dégageant tous les regards de visite de ces ouvrages.

Refus de contrôle

Tout refus explicite ou implicite d'accepter un rendez-vous à la suite d'un avis préalable de visite adressé par le SPANC, lorsque celui-ci intervient dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, ainsi que l'absence répétée aux rendez-vous fixés, constituent un obstacle mis à l'accomplissement de la mission du SPANC selon les modalités fixées par l'article 26. Dans ce cas, les agents du SPANC constatent l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d'effectuer l'intervention prévue. Ce constat est notifié au propriétaire.

Pénalité

Sans préjudice des mesures qui peuvent être prises par le Maire, ou le Président du groupement de communes, au titre de son pouvoir de police, le propriétaire dont l'installation d'assainissement non collectif n'est pas accessible pour les agents du SPANC, est redevable de la redevance de contrôle ainsi que de la pénalité financière mentionnée à l'article 26 du présent règlement.

En même temps que la notification du constat de refus d'accès, le SPANC notifie également au propriétaire un nouvel avis préalable de visite qui initie la même procédure.

ARTICLE 7 - RÈGLES DE CONCEPTION ET D'IMPLANTATION DES DISPOSITIFS

Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées ou réhabilitées de manière à ne pas présenter de risques de pollution des eaux et de risques pour la santé publique ou la sécurité des personnes.

Tout projet d'installation d'assainissement non collectif, quelle que soit la charge de pollution à traiter, doit respecter les prescriptions techniques réglementaires en vigueur. Notamment, il doit être adapté au type d'usage (fonctionnement par intermittence ou non ou maison secondaire ou principale), aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi (capacité, ...).

Les installations d'assainissement non collectif selon leurs capacités doivent ainsi respecter les textes suivants :

- l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié, relatif aux système d'assainissement non collectif dont la charge de pollution à traiter est inférieure ou égale à 1,2 kg de DBO5 par jour,
- l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux système d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installation inférieur ou égale à 20 Eh,
- la norme AFNOR NF DTU 64.1 d'août 2013 (voir Annexe n°1),
- les avis d'agrément et guides d'utilisation des dispositifs agréés pour les installations d'assainissement non collectif soumises à agrément ministériel.

CHAPITRE 2

Mission de contrôle du SPANC

1. POUR LES INSTALLATIONS NEUVES OU À RÉHABILITER

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DU PROJET D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

8-1 : Dossier d'examen préalable à la conception

La demande d'examen préalable à la conception est à retirer auprès du SPANC par les auteurs de projets (propriétaires et leurs mandataires). Elle est constituée des documents suivants :

- Un formulaire d'information : l'identité du demandeur, les caractéristiques de l'immeuble (descriptif général et type d'occupation), le lieu d'implantation et son environnement, les ouvrages d'assainissement non collectif déjà existants (le cas échéant) et les études réalisées ou à réaliser, le projet d'assainissement non collectif et d'évacuation des eaux usées traitées,

- La liste des éléments techniques à fournir :

- Une étude de sol et de filière justifiant du choix de la filière : technique, dimensionnement, évacuation...

- Des plans : un plan cadastral de situation de la parcelle, un plan intérieur de l'immeuble, un plan de masse de l'immeuble et de son installation d'assainissement à l'échelle, un plan en coupe des ouvrages,

- Une autorisation de rejet lorsque l'effluent de l'installation d'ANC est dirigé vers un milieu hydraulique superficiel, dans les cas où l'évacuation par le sol est impossible (l'article 12 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié), ainsi que tout autres autorisations (mairie, préfecture...) nécessaires au vu de la réglementation locale et nationale en vigueur.

- Une information sur la réglementation applicable ainsi que les liens vers les sites internet qui renseignent sur les filières autorisées par la réglementation, le lien vers le guide d'accompagnement des usagers dans le choix d'une filière,

- Le présent règlement du service d'assainissement non collectif et le coût des contrôles.

Ce dossier-type est tenu à la disposition des personnes qui en font la demande dans les bureaux du SPANC, il peut être adressé par courrier sur demande. Il est également accessible en ligne sur les sites Internet de la MBA.

8-2 : Examen du projet par le SPANC

Le SPANC examine le projet d'assainissement dès la réception du dossier complet transmis par le propriétaire contenant toutes les pièces mentionnées à l'article 8-1.

En cas de dossier incomplet, le SPANC notifie au propriétaire ou à son mandataire la liste des pièces ou informations manquantes. L'examen du projet est différé jusqu'à leur réception par le SPANC.

L'examen du projet porte sur sa conformité aux dispositions réglementaires et son adaptation aux documents décrivant le contexte local (zonage d'assainissement, carte pédologique locale,) mais aussi sur la cohérence de l'étude de filière jointe au dossier.

Si des contraintes particulières le justifient (puits déclaré utilisé pour la consommation humaine, périmètre de protection de captage, caractéristiques spécifiques de l'immeuble...), une étude complémentaire (étude hydrogéologique...) justifiée pourra être demandée aux frais du propriétaire par le SPANC, nécessaire à la validation du projet, ou à sa réorientation vers d'autres solutions techniques.

8-3 : Mise en œuvre de l'avis du SPANC

A l'issue du contrôle du projet du propriétaire, le SPANC formule un avis sur la conformité du projet au regard des prescriptions techniques réglementaires dans un rapport d'examen.

Le rapport d'examen est adressé au propriétaire dans un délai qui ne peut pas excéder trois semaines. Ce délai court à compter de la réception de l'ensemble des pièces nécessaires à l'instruction du dossier.

Lorsque l'avis du SPANC sur le projet est « conforme » le propriétaire peut commencer les travaux. Cette avis conforme du SPANC peut être assorti d'observations ou de réserves qui doivent être prises en compte au stade de l'exécution des ouvrages.

Lorsque le projet est lié à une demande d'autorisation de construire ou d'aménager, le projet d'ANC et l'avis conforme du SPANC est joint par le propriétaire à la demande de permis transmis au service de l'urbanisme.

Si l'avis du SPANC sur le projet est « non conforme », le propriétaire devra proposer un nouveau projet jusqu'à l'obtention d'un avis conforme du SPANC et obtenir l'autorisation de réaliser ses travaux et le cas échéant, l'attestation de conformité de son projet.

La transmission du rapport d'examen rend exigible le montant de la redevance de vérification préalable du projet mentionnée à l'article 29. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 29.

ARTICLE 9 - VÉRIFICATION DE LA BONNE EXÉCUTION DES OUVRAGES

Le propriétaire, ou son mandataire, informe le SPANC du commencement des travaux au moins quatre jours ouvrés avant leur début, et tient le SPANC informé de l'état d'avancement des travaux.

Le SPANC fixe un rendez-vous avec le propriétaire et/ou l'entreprise en charge des travaux pour effectuer le contrôle de vérification de bonne exécution des travaux.

Le contrôle de bonne exécution a pour objet de vérifier la conformité des travaux réalisés par rapport au projet d'assainissement non collectif préalablement validé par le SPANC, ainsi que la prise en compte des éventuelles observations ou réserves formulées dans l'avis remis au propriétaire (ou à son mandataire) à l'issue de l'examen du projet.

La vérification est effectuée au cours d'une visite du SPANC sur place, organisée selon les modalités prévues à l'article 6. Les modifications apportées par le propriétaire ou ses prestataires, au projet d'assainissement non collectif initial devront être conformes aux prescriptions réglementaires en vigueur et ne pas engendrer de risques sanitaires ni environnementaux pour être acceptées par le SPANC.

Si les ouvrages d'assainissement non collectif ne sont pas suffisamment accessibles, le SPANC pourra demander le découvert des dispositifs afin de pouvoir exécuter un contrôle efficace.

ARTICLE 10 - MISE EN ŒUVRE ET DÉLIVRANCE D'UN RAPPORT DE VISITE

A l'issue de la vérification de bonne exécution, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite qui comporte les conclusions de la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires. Le rapport de visite comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle.

S'il y a lieu, le SPANC mentionne dans le rapport de visite les aménagements ou travaux obligatoires pour supprimer tous risques sanitaires et environnementaux et rendre l'installation conforme à la réglementation en vigueur, ainsi que les travaux recommandés relatifs notamment à des défauts d'entretien ou d'usure des ouvrages.

Quelle que soit la conclusion du rapport, la notification du rapport de visite rend exigible le montant de la redevance de vérification de l'exécution des travaux mentionnée à l'article 26. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 29.

En cas d'aménagements ou modifications inscrits par le SPANC dans le rapport de visite, le SPANC réalise une contre-visite. La contre-visite fera l'objet d'un rapport de visite spécifique transmis par le SPANC au propriétaire.

Le rapport de visite comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle. Le rapport est transmis par voie postale dans un délai de deux semaines après la visite et la transmission des éléments nécessaires au SPANC pour statuer de la conformité du système, par voie électronique ou courrier postal.

En cas de contestation, le propriétaire dispose d'un délai de deux mois après envoi du rapport de contrôle pour faire un recours. Il doit être transmis au SPANC par courrier recommandé avec accusé de réception. Le SPANC dispose quant à lui d'un délai d'un mois pour apporter une réponse à l'usager.

2. POUR LES INSTALLATIONS D'ANC EXISTANTES

ARTICLE 11 - CONTRÔLE PÉRIODIQUE PAR LE SPANC

11-1 : Le contrôle périodique

Le contrôle des installations existantes est effectué périodiquement lors d'une visite sur place organisée dans les conditions prévues à l'article 6. Le SPANC précise dans l'avis préalable de visite les documents relatifs à l'installation d'assainissement non collectif que le propriétaire ou son représentant doit communiquer lors de la visite, s'ils sont en sa possession tel que les factures de pose et d'entretien du système, les bordereaux de suivi des déchets, plan, photo des travaux, ancien contrôle ainsi que tout autre document justifiant de l'entretien du système...

Les opérations réalisées par le SPANC dans le cadre du contrôle périodique sont définies par l'arrêté du 27 avril 2012. Dans le cas des installations d'assainissement non collectif qui ne fonctionnent pas de manière entièrement gravitaire ou qui comportent des dispositifs d'épuration autres que le traitement par le sol, la vérification de l'état de fonctionnement effectuée lors du contrôle périodique consiste à examiner visuellement l'état général des ouvrages et des équipements et à s'assurer qu'ils sont en état de marche apparent. Cette vérification ne comprend pas les diagnostics des organes mécaniques, électriques, électroniques et pneumatiques. Les diagnostics correspondants, qui doivent être réalisés aux fréquences prescrites par l'installateur ou le constructeur, pour éviter l'arrêt des installations d'assainissement non collectif en cas de panne, font partie des opérations d'entretien.

Si les ouvrages d'assainissement non collectif ne sont pas suffisamment accessibles, le SPANC pourra demander le découvert des dispositifs afin d'exécuter un contrôle périodique efficace qui donnera lieu à une nouvelle visite du SPANC après découvert.

Dans le cas des installations d'assainissement non collectif avec rejet en milieu hydraulique superficiel, l'agent du SPANC procède à un examen visuel et olfactif de ce rejet. Si le résultat de cet examen paraît anormal par rapport au rejet d'une installation en bon état de fonctionnement et si l'installation se situe dans une zone sensible, le SPANC alerte le Maire de la commune ou des services de protection des cours d'eau, de la situation et du risque de pollution.

À l'issue du contrôle périodique, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite dans lequel il consigne les points contrôlés au cours de la visite et qui évalue les dangers pour la santé, les risques de pollution de l'environnement et la

conformité réglementaire de l'installation. Ce même rapport de visite contient, le cas échéant, la liste des travaux obligatoires (par ordre de priorité) pour supprimer les dangers et risques identifiés, ainsi que les délais impartis à la réalisation de ces travaux. Il peut également recommander d'autres travaux, relatifs notamment à l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications. Le rapport de visite comprend obligatoirement le prénom, le nom et la qualité de la personne habilitée pour approuver le document ainsi que sa signature et la date de réalisation du contrôle. Faute de réalisation des travaux prescrits dans les délais indiqués, les sanctions décrites à l'article 26 pourront être mises en place à l'encontre du propriétaire.

La fréquence de contrôle qui sera appliquée à l'installation est précisée dans le rapport de visite.

Lorsque le rapport de visite prescrit des travaux obligatoires à la charge du propriétaire et que ceux-ci nécessitent une réhabilitation, le SPANC réalise sur demande du propriétaire, avant le délai imparti, un examen préalable à la conception, conformément à l'article 8, puis une visite pour vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis conformément à l'article 9, après avoir été prévenu selon les modalités prévues à l'article 14. La visite fera l'objet d'un rapport de visite spécifique notifié par le SPANC au propriétaire qui comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle.

Dans le cas d'un premier contrôle périodique concernant un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif dont le projet et la bonne exécution des travaux n'ont pas été antérieurement soumis au contrôle du SPANC, celui-ci effectuée a posteriori les vérifications définies à l'article 9 du présent règlement qui font partie, dans ce cas particulier, du premier contrôle périodique.

La contre-visite fera l'objet d'un rapport de visite spécifique transmis par le SPANC au propriétaire qui comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle.

11-2 : Périodicité du contrôle

Le contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif réalisé selon leur impact sanitaire et environnemental selon les modalités suivantes :

Installation	Périodicité de contrôle
Absence d'installation Présentant un danger de sécurité sanitaire ou environnemental	4 ans
Ne présente pas de danger de sécurité sanitaire ou environnemental	8 ans

La périodicité appliquée ci-dessus est une périodicité moyenne appliquée entre deux contrôles, décomptée à partir de la date du dernier contrôle qu'il s'agisse d'une vérification de l'exécution des travaux (dans le cas d'une installation neuve ou réhabilitée), du précédent contrôle périodique, d'une contre-visite, d'un contrôle exceptionnel, ou d'un contrôle réalisé pour les besoins d'une vente de l'immeuble à usage d'habitation.

Si l'agent du SPANC en voit la nécessité, cette périodicité peut être écourtée ou un contrôle exceptionnel peut être organisé (nuisance dans le secteur, absence de présentation des justificatifs d'entretien...).

ARTICLE 12 - CONTRÔLE D'ANC À LA VENTE

Au moment de la vente d'un immeuble, le SPANC doit être contacté par le vendeur ou son mandataire (agence immobilière, notaire) afin d'effectuer le contrôle de l'installation existante. Suite à la demande présentée au SPANC, et dans un délai de dix jours ouvrés à compter de sa réception, le SPANC adresse au demandeur l'une des deux réponses suivantes :

► Cas 1

Lorsque le SPANC possède un rapport de visite de l'installation concernée dont la durée de validité n'est pas expirée (moins de 3 ans à compter de la date de la visite), il transmet, sauf exception mentionnée ci-dessous, une copie de ce rapport au demandeur. Toutefois, le SPANC peut procéder à son initiative à un nouveau contrôle si cela s'avère nécessaire.

► Cas 2

Lorsqu'il n'existe pas de rapport de visite en cours de validité, il transmet une fiche de renseignement indiquant notamment le montant de la contribution de contrôle des installations correspondante, à retourner au SPANC. Ce formulaire indique notamment :

- le nom (ou raison sociale) du demandeur (propriétaire vendeur) qui s'engage à payer le montant réclamé à ce titre par le SPANC,
- les coordonnées et adresse du demandeur à laquelle ledit rapport sera transmis par le SPANC,
- l'adresse du lieu d'intervention.

Dès réception du formulaire mentionné ci-dessus entièrement complété, le SPANC se propose d'intervenir dans les 30 jours calendaires.

Les opérations de contrôle réalisées par le SPANC lors de cette visite sont celles qui sont prévues dans le cadre du contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif, définies par l'article 11 du présent règlement.

ARTICLE 13 - CONTRÔLE DE L'ENTRETIEN PAR LE SPANC

Le SPANC vérifie la bonne réalisation des opérations d'entretien et de vidange par le propriétaire ou usager concerné sur la base :

- des bordereaux de suivi des matières de vidange délivrés par les vidangeurs au moment de la prestation d'entretien,
- des documents attestant le bon entretien régulier de l'installation : contrat d'entretien.

Le SPANC vérifie ces documents :

- au moment du contrôle sur site,
- entre deux visites sur site après transmission par le propriétaire des copies des documents.

CHAPITRE 3

Responsabilités et obligations des usagers

ARTICLE 14 - TRAVAUX D'INSTALLATION OU DE MODIFICATION D'UN ANC

Tout propriétaire immobilier qui équipe, modifie ou réhabilite une installation d'assainissement non collectif est responsable de sa conception et de son implantation. Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées collectées et traitées par une installation d'assainissement non collectif existante. Le propriétaire soumet au SPANC son projet d'assainissement non collectif, pour l'obtention de l'avis favorable conformément à l'article 8 du présent règlement, puis fait vérifier les travaux avant remblaiement (article 9). Ce projet est cohérent avec les prescriptions techniques réglementaires et la réglementation locale et nationale en vigueur.

Pour permettre l'examen de son projet, le propriétaire retire auprès du SPANC le formulaire d'examen préalable à la conception mentionné à l'article 8-1, puis il remet au SPANC, le dossier constitué des pièces mentionnées dans ce dernier. Il appartient au propriétaire de compléter les documents demandés, en faisant appel à un prestataire de son choix. Le propriétaire peut également consulter dans les bureaux du SPANC et sur rendez-vous les documents administratifs et techniques dont il aurait besoin (zonage d'assainissement, guides techniques, règlement de service du SPANC...). Le propriétaire doit fournir au SPANC les compléments d'information et études demandées en application de l'article 8-2. Le propriétaire ne doit pas commencer l'exécution des travaux avant d'avoir reçu un avis favorable du SPANC sur son projet d'ANC, dans les conditions prévues à l'article 8-3.

Le propriétaire, qui a obtenu l'avis favorable du SPANC sur un projet d'assainissement non collectif reste responsable de la réalisation des travaux correspondants. S'il ne réalise pas lui-même ces travaux, il choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge de les exécuter.

Le propriétaire doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux par tout moyen qu'il jugera utile (téléphone, courrier, courriel...), afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblai, par une visite sur place effectuée dans les conditions prévues à l'article 9. Il informe le SPANC du commencement des travaux au moins 4 jours ouvrés avant leur début.

Si les travaux ne sont pas achevés à la date de la visite du SPANC, le propriétaire doit en informer le SPANC pour éviter tout déplacement inutile.

Le propriétaire ne peut pas faire remblayer les dispositifs tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation exceptionnelle du SPANC. Si les installations ne sont pas visibles au moment de la visite du SPANC, le propriétaire doit les faire découvrir à ses frais.

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC, tout document nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles (factures, plans, ...).

ARTICLE 15 - ENTRETIEN ET VIDANGE DES INSTALLATIONS D'ANC

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le Préfet, de manière à maintenir :

- Leur bon fonctionnement et leur bon état,
- Le bon écoulement et la bonne distribution des eaux,
- L'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange d'une fosse toutes eaux doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les Ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange.

Tout propriétaire mettant en place un dispositif agréé de type micro-station, doit souscrire à un contrat d'entretien annuel visant à effectuer les contrôles et interventions nécessaires au bon fonctionnement de l'ouvrage.

Le propriétaire, ou le cas échéant le locataire, qui ne connaît pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'ANC, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les Ministères chargés de l'écologie et de la santé, doit contacter le SPANC pour bénéficier du maximum d'informations disponibles, et commercialement fiables.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

Les propriétaires et, le cas échéant, les locataires, en fonction des obligations mises à leur charge par le contrat de location, doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le bon fonctionnement, l'entretien, la vidange, l'accessibilité et la pérennité de l'installation d'assainissement non collectif conformément aux dispositions de l'article 15.

ARTICLE 16 - OBLIGATION DE L'OCCUPANT DE L'IMMEUBLE

Il est interdit de déverser ou d'introduire dans une installation d'assainissement non collectif tout fluide ou solide susceptible d'entraîner des détériorations ou des dysfonctionnements de cette installation.

Les fluides et solides interdits, à ce titre sont notamment :

- Les eaux pluviales,
- Les eaux de piscine, provenant de la vidange d'un ou plusieurs bassin(s) ou du nettoyage des filtres,
- Les ordures ménagères même après broyage,
- Les effluents d'origine agricole,
- Les matières de vidange provenant d'une autre installation d'assainissement non collectif ou d'une fosse étanche,
- Les huiles usagées même alimentaires,
- Les hydrocarbures,
- Les liquides corrosifs, des acides, des produits radioactifs,
- Les peintures ou solvants,
- Les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.

Seules les eaux usées domestiques ou assimilées, définies dans l'Annexe 1, sont admises dans ce type d'installation.

L'occupant de l'immeuble doit entretenir l'installation d'assainissement non collectif selon les dispositions de l'article 15.

Si l'occupant observe des dysfonctionnements de l'installation il prend toutes les dispositions pour y remédier.

ARTICLE 17 - OBLIGATION DU VENDEUR D'UN BIEN IMMOBILIER À USAGE D'HABITATION

Le vendeur doit faire réaliser un diagnostic de l'installation comme détaillé dans l'article 12 du présent règlement.

Ce diagnostic fait partie des diagnostics techniques remis à l'acquéreur au moment de la vente.

Le vendeur contacte le SPANC lorsque son bien est vendu afin que le SPANC le retire de la liste des abonnés du SPANC.

Les installations d'assainissement non collectif des immeubles à usage autre que d'habitation ne sont pas soumises au contrôle mentionné au présent article lorsque ces immeubles sont mis en vente.

ARTICLE 18 - OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR D'UN BIEN IMMOBILIER À USAGE D'HABITATION

Le diagnostic ANC présenté à la vente du bien précise les travaux obligatoires à réaliser sous 1 an à la charge de l'acquéreur. Ce délai court à la date de la signature de l'acte authentique de vente. Avant tout travaux de mise en œuvre, un dossier d'examen préalable à la conception d'une installation d'assainissement non collectif est déposé auprès du SPANC comme défini dans l'article 7. Le SPANC réalise une visite de contrôle des travaux avant remblaiement après avoir été prévenu selon les modalités prévues à l'article 8.

La visite de contrôle fera l'objet d'un rapport de visite spécifique mentionnant obligatoirement la date de la visite, notifié par le SPANC à l'acquéreur dont la notification rend exigible le montant de la contribution de contrôle des installations en vue de la vente d'un bien immobilier mentionnée à l'article 26. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 29.

En cas d'absence de mise en conformité dans le délai indiqué, la pénalité annuelle décrite au f) de l'article 26 sera mise en place à l'encontre du propriétaire jusqu'à l'achèvement des travaux obligatoires, dûment contrôlé par le SPANC suivant les modalités ci-dessus.



CHAPITRE 4

Installation d'assainissement non collectif supérieure à 20EH

ARTICLE 19 - DÉFINITION ET PRINCIPES

A partir, de 20 Eh l'installation d'ANC doit respecter les prescriptions techniques de l'arrêté du 21 juillet 2015 et doit être contrôlé par le SPANC.

Le présent chapitre concerne exclusivement les installations d'assainissement non collectif dont la capacité est comprise entre 20 et 199 équivalents-habitants. Les obligations décrites à ce chapitre s'ajoutent aux autres dispositions du présent règlement. En cas de contradiction, elles remplacent les dispositions de tous les articles précédents.

A noter qu'à partir de 200 équivalents habitants, l'installation est soumise à la réglementation sur l'eau, ainsi qu'à l'arrêté du 21 Juillet 2015 cité en annexe, en lieu et place du présent chapitre ; son propriétaire se rapprochera des services de l'Etat pour sa mise en place et son suivi.

ARTICLE 20 - INFORMATION DU PUBLIC

Le maître d'ouvrage doit procéder à un affichage sur le terrain d'implantation, du projet précisant :

- Le nom du maître d'ouvrage,
- La nature du projet,
- Le lieu où le dossier réglementaire ou de conception est consultable.

Le SPANC vérifie le respect de ces dispositions. Il est conseillé que le maître d'ouvrage commence l'information du public dès le dépôt du dossier de conception auprès du SPANC. La durée d'affichage est au minimum d'un mois. L'affichage ne peut prendre fin avant la remise de l'examen favorable de la conception du SPANC. Il est conseillé de poursuivre l'information du public jusqu'à la réception des travaux.

Si, compte tenu de l'implantation de l'ouvrage envisagé, l'affichage sur le terrain d'implantation ne peut être respecté, le maître d'ouvrage affiche l'information en Mairie de la commune concernée.

Par ailleurs, le dossier réglementaire ou de conception est tenu à la disposition du public par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 21 - RÈGLES SPÉCIFIQUES À LA CONCEPTION D'INSTALLATIONS D'ANC DE 20 EH OU PLUS

21-1 : Gestion des eaux pluviales

Le système de collecte des eaux pluviales ne doit pas être raccordé au système de collecte des eaux usées des installations d'ANC, sauf justification expresse du maître d'ouvrage et à la condition que le dimensionnement du système de collecte et celui de la station de traitement des eaux usées le permettent.

21-2 : Evacuation des eaux usées traitées

Le rejet des eaux usées se fait préférentiellement dans des eaux superficielles, ou sont réutilisées conformément à la réglementation (irrigation, ...).

Le rejet dans un fossé agricole ou un réseau d'eaux pluviales n'est pas considéré comme un rejet dans des eaux superficielles. Si le maître d'ouvrage démontre que le rejet dans les eaux superficielles n'est pas possible, il est toutefois possible d'opérer le rejet dans ces émissaires, ou d'infiltrer ces eaux. Cette faculté est toutefois soumise à l'autorisation du propriétaire de l'émissaire de rejet et à la compatibilité avec ses installations, et la procédure de conception de l'ouvrage tiendra compte de l'exutoire de l'émissaire de rejet (eaux superficielles, infiltration, ...).

Dans le cas où une impossibilité technique ou des coûts excessifs ou disproportionnés ne permettent pas le rejet des eaux usées traitées dans les eaux superficielles ou leur réutilisation ou encore que la pratique présente un intérêt environnemental avéré, ces dernières peuvent être évacuées par infiltration dans le sol, après une étude pédologique, hydrogéologique et environnementale, montrant la possibilité et l'acceptabilité de l'infiltration.

Il peut y avoir un intérêt environnemental avéré lorsque les eaux superficielles sont un milieu à écoulement non permanent ou sont protégées par un SAGE, un arrêté municipal ou préfectoral ou bien au regard d'un usage.

L'étude ci-dessus prend au minimum la forme d'une étude de sol. Si le rejet se situe dans une zone à usages sensibles (alimentation en eau potable à l'aval, pisciculture, cressiculture, baignade, sports nautiques...), une étude spécifique menée par un hydrogéologue agréé en matière de santé publique devra être conclue.

21-3 : Qualité du rejet

La filière choisie doit pouvoir garantir les niveaux de rejets suivants :

Critères	Limites
Température	< 25 °C
pH	Entre 6 et 8,5
DCO	< 35 mg/l ou (rendement ≥ 60 % et concentration < 70 mg/l)
DBO5	<200 mg/l ou (rendement ≥ 60 % et concentration < 400 mg/l)
MES	Rendement ≥ 50 % et concentration < 85 mg/l)

L'exploitation des installations doit permettre, après la mise en service, de garantir les niveaux de performances indiqués au tableau ci-dessus.

21-4 : Règles d'implantation de la filière

L'installation est, si possible, placée hors des zones à usage sensibles décrites au dernier alinéa de l'article 22.2. L'installation est, en outre, implantée afin de ne pas être en zone inondable. En cas d'impossibilité, l'installation doit être hors d'eau en cas de crue quinquennale, et d'éventuelles installations électriques sont situées hors d'eau pour la crue centennale. L'intégralité de l'installation d'ANC, y compris l'exutoire, est obligatoirement ceinte d'une clôture adaptée à la filière, sauf si celle-ci est entièrement enterrée avec impossibilité ou interdiction d'accès à des personnels tiers non autorisés.

ARTICLE 22 - RÉCEPTION DES TRAVAUX

Les travaux réalisés sur les ouvrages font l'objet, avant leur mise en service, d'une procédure de réception prononcée par le maître d'ouvrage. Des essais visent à assurer la bonne exécution des travaux. Concernant le système de collecte, les essais de réception (compactage, étanchéité, passage caméra) peuvent être réalisés par l'entreprise sous contrôle du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage en l'absence de maître d'œuvre. Le procès-verbal de réception et les résultats des essais de réception sont tenus à la disposition du SPANC et de l'agence de l'eau.

ARTICLE 23 - ÉLABORATION D'UN CAHIER DE VIE

Le propriétaire met en place un cahier de vie de son installation, en utilisant préférentiellement le modèle fourni par les services de l'Etat sur le portail interministériel de l'ANC.

Le cahier de vie comprend :

- Une première partie détaillant la description, l'exploitation et la gestion de l'installation : description et un plan de l'installation, complétés d'un programme d'exploitation de l'installation décennal (comportant les opérations, fréquences de passage / d'entretien, et opérateurs prévus),
- Une deuxième partie détaillant l'organisation de la surveillance de l'installation : méthodes de suivi, procédures de suivi et de signalement des éventuelles non-conformités, de transmission de SPANC des résultats et opérations....,
- Une troisième partie dédiée au suivi de l'installation.

La troisième partie comporte les éléments suivants :

- Vérification de l'existence de déversements (oui/non) s'il existe un déversoir en tête d'installation ou un by-pass,
- Estimation du débit en entrée ou en sortie de l'installation sur la file eau (peut être faite par relevé du/des compteur(s)),
- Détermination de la nature, de la quantité des déchets évacués (graisses, refus de dégrillage, produits de curage, ...) et de leur(s) destination(s),
- Estimation des matières de vidange évacuées (quantité brute en m³) indiquée sur le bordereau, estimation de la quantité de matières sèches et destination(s)),
- Estimation de la consommation d'énergie sur la base d'un compteur spécifique (si existant) ou des indications du fabricant,
- Quantité de réactifs consommés, le cas échéant,
- Volume et destination d'eaux usées traitées réutilisées, le cas échéant,
- Observations diverses,
- Tout relevé ou résultat que le propriétaire souhaite porter à la connaissance du SPANC.

ARTICLE 24 - CONTRÔLE ANNUEL DE LA CONFORMITÉ

En plus du contrôle périodique décrit à l'article 11, le propriétaire tient à disposition son cahier de vie et peut être astreint à un contrôle administratif (d'une périodicité supérieure ou égale à un an), réalisé sur la base de la 3^{ème} partie du cahier de vie décrite ci-dessus. Pour cela, le SPANC réalise un contrôle sur pièces des 3 parties du cahier de vie qui lui sont transmises suivant les modalités ci-dessous :

- Les deux premières parties sont transmises au SPANC au plus tard le 1^{er} mars de l'année qui suit la mise en service de l'installation, et sont remises à jour après chaque modification majeure de l'installation.
- La troisième partie est transmise après la mise en service de l'installation puis mise à jour de manière continue et transmise au SPANC à la demande de ce dernier avec les résultats les plus récents disponibles (au minimum année N-2, ou année N-1 après le 1^{er} mars de l'année en cours).

Si les pièces ci-dessus ne sont pas transmises entièrement et dans les délais, ou si le contenu du cahier de vie ne permet pas de justifier de l'atteinte par l'installation des objectifs de qualité de rejet décrits à l'article 21-3. ou de quelle qu'autre disposition de ce chapitre, la périodicité du contrôle périodique décrite à l'article 11 est réduite à un an. Chaque visite de contrôle réalisée dans ces conditions est facturée au propriétaire dans les conditions prévues aux article 26 et suivants.

CHAPITRE 5

Redevances et paiements

ARTICLE 25 - PRINCIPES APPLICABLES AUX CONTRIBUTIONS D'ANC

En dehors d'éventuelles subventions qui peuvent lui être attribuées par l'Etat, l'agence de l'eau ou certaines collectivités, le SPANC est financé uniquement par des redevances versées par ses usagers en contrepartie des prestations fournies (service public à caractère industriel et commercial). Les contrôles réalisés par le SPANC constituent des prestations qui permettent aux usagers mentionnés à l'article 3 d'être en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables en matière d'assainissement non collectif. Les redevances d'assainissement non collectif doivent assurer l'équilibre du budget du SPANC. Elles sont exclusivement destinées à financer les charges de ce service.

ARTICLE 26 - TYPES DE CONTRIBUTIONS ET PERSONNES REDEVABLES

En contrepartie des prestations décrites au Chapitre II réalisées par le SPANC, celui-ci perçoit les contributions suivantes auprès des redevables indiqués pour chaque prestation :

a) Contrôle des installations neuves ou à réhabiliter

Le redevable de cette contribution est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif à construire ou à réhabiliter, qui présente au SPANC le projet.

Cette contribution comprend la réalisation de l'examen préalable de la conception et de deux visites de contrôle de bonne exécution des travaux, et est exigible au moment de la délivrance de l'arrêté d'autorisation de la filière d'ANC concernée. Les visites complémentaires feront l'objet d'une facturation supplémentaire.

b) Contrôle des installations existantes :

Il s'agit de la contribution liée au contrôle et de vérification du fonctionnement et de l'entretien réalisé lors d'une campagne.

c) Contrôle des installations en vue de la vente d'un bien immobilier :

Il s'agit de la contribution liée au contrôle ponctuel en vue de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation (cas où le rapport de visite issu du dernier contrôle est daté de plus de 3 ans ou inexistant).

Le redevable de cette contribution est le propriétaire vendeur.

d) Contrôle annuel de la conformité des installations d'ANC de 21 à 199 EH :

Il s'agit de la redevance de contrôle annuel de la conformité des installations d'ANC de 21 à 199 EH.

Le redevable est le maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif. La redevance est exigible après l'exécution du contrôle et la transmission de l'avis du SPANC.

e) Déplacement sans intervention :

Cette contribution correspond à un déplacement du SPANC sans possibilité de réaliser le contrôle ou l'intervention prévue, par suite d'absence du propriétaire ou de son représentant à un rendez-vous fixé, ou de refus d'accès. Elle est facturée dès lors que le SPANC n'a pas été informé en temps utile pour éviter le déplacement et correspond au remboursement des frais liés au déplacement et au temps passé par l'agent du SPANC pour celui-ci.

f) Pénalité annuelle pour non-conformité :

En cas d'absence d'entretien ou de remise en conformité malgré l'injonction qui lui en a été faite, le propriétaire peut se voir imposer, annuellement, le règlement d'une pénalité équivalente à deux fois la redevance pour contrôle des installations existantes. Cela concernera en particulier les situations suivantes :

- En cas d'obstacle à la mission de contrôle définie à l'article 31,
- En cas de non-conformité à remédier, une fois le délai indiqué par le SPANC passé.

ARTICLE 27 - INSTITUTION ET MONTANT DES CONTRIBUTIONS D'ANC

Conformément à l'article L2224-12-2 du code général des collectivités territoriales, les tarifs des redevances mentionnées à l'article 26 du présent règlement sont fixés par délibération annuelle du Conseil Communautaire de Mâconnais Beaujolais Agglomération.

ARTICLE 28 - INFORMATION DES USAGERS SUR LE MONTANT DES CONTRIBUTIONS

Les tarifs des contributions mentionnés à l'article 26 du présent règlement sont communiqués à tout usager du SPANC qui en fait la demande, ou disponibles à tout moment sur le site de MBA. En outre, tout avis préalable de visite envoyé avant un contrôle mentionne le montant qui sera facturé par le SPANC au titre de ce contrôle.

ARTICLE 29 - RECOUVREMENT DES CONTRIBUTIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

29-1 : Mentions obligatoires sur les factures

Toute facture (= titre de recettes) relative aux contributions d'assainissement non collectif indique obligatoirement :

- L'objet de la contribution (ou des contributions) dont le paiement est demandé,
- Le montant de chacune des contributions, correspondant au tarif en vigueur au moment de l'intervention du SPANC (prix unique et forfaitaire hors taxe),
- Le montant de la TVA, le cas échéant,
- Le montant TTC,
- La date limite de paiement de la facture (ou du titre de recettes), ainsi que les conditions de son règlement,
- L'identification du SPANC, ses coordonnées (adresse, téléphone, télécopie) et ses jours et heures d'ouverture,
- Nom, prénom et qualité du redevable,
- Les coordonnées complètes du service de recouvrement.

29-2 : Difficultés de paiement

Tout redevable rencontrant des difficultés pour payer le montant d'une facture qui lui a été adressée par le SPANC doit en informer le SPANC avant la date limite de paiement indiquée sur la facture.

29-3 : Traitement des retards de paiement

En cas de retard de paiement, le taux règlementaire de majoration des montants de contributions concernés sera appliqué. En outre, toute procédure légale, en vue d'assurer le recouvrement de la facture, peut être engagée.

29-4 : Décès du redevable

En cas de décès d'un redevable du montant d'une ou plusieurs contributions mentionnées à l'article 26, ses héritiers ou ayants-droit lui sont substitués pour le paiement dans les mêmes conditions.

ARTICLE 30 - SANCTIONS EN CAS D'ABSENCE D'INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF, DE DYSFONCTIONNEMENT GRAVE DE L'INSTALLATION EXISTANTE OU D'ABSENCE DE MISE EN CONFORMITÉ PASSÉ LE DÉLAI RÉGLEMENTAIRE

Conformément à l'article 4 du présent règlement, tout immeuble doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation et maintenue en bon état de fonctionnement. L'absence d'installation d'assainissement non collectif, le mauvais état de fonctionnement engendrant un dysfonctionnement grave de cette dernière ou l'absence de mise en conformité passé le délai réglementaire indiqué sur le rapport du SPANC expose le propriétaire de l'immeuble à l'application des pénalités financières inscrites à l'article 26-f suivant les modalités exposées à l'article 32.

ARTICLE 31 - SANCTIONS POUR OBSTACLE À L'ACCOMPLISSEMENT DES MISSIONS DE CONTRÔLE

Conformément à l'article 6, il appartient au propriétaire de permettre au SPANC d'accéder aux installations dont il assure le contrôle. En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC, le propriétaire est susceptible de se voir opposer, en sus des éventuelles poursuites pénales, la contribution inscrite à l'article 26-e du présent règlement pour chaque visite ayant fait l'objet d'un obstacle au contrôle. On appelle obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle, toute action du propriétaire ou de l'occupant de l'immeuble contrôlé ayant pour effet de s'opposer à la réalisation du contrôle du SPANC, en particulier :

- Refus d'accès aux installations à contrôler quel qu'en soit le motif,
- Absences aux rendez-vous fixés par le SPANC à partir du 2^{ème} rendez-vous sans justification,
- Report abusif des rendez-vous fixés par le SPANC à compter du 4^{ème} report, ou du 3^{ème} report si une visite a donné lieu à une absence. Par ailleurs, tant que le propriétaire ne se sera pas conformé à ses obligations, la sanction inscrite au f) de l'article 26 est mise en place à son encontre.

ARTICLE 32 - MODALITÉS D'APPLICATION DES PÉNALITÉS FINANCIÈRES

La pénalité financière inscrite à l'article 26-f sera appliquée selon les modalités suivantes :

32-1 : Cas de l'absence d'installation ou de l'absence de mise en conformité passé le délai réglementaire :

Suite à son intervention (contrôle de bon fonctionnement...), le SPANC indique, si besoin, les travaux nécessaires à la mise en conformité de l'installation d'assainissement non collectif et le délai maximum donné pour les réaliser.

Au terme de ce délai, si le SPANC n'a pas été informé du démarrage des démarches de mise en conformité (réalisation de l'étude parcellaire, de devis...), un courrier recommandé de rappel des obligations de mise en conformité et des pénalités encourues est envoyé au propriétaire. Si un an après le terme du délai réglementaire, les travaux de non-conformité n'ont pas été réalisés, la pénalité financière inscrite à l'article 26-f seront appliquées.

32-2 : Cas de l'obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle

En cas de refus d'accès ou en cas d'absence à deux rendez-vous proposés par le SPANC, un courrier de relance avec accusé de réception, indiquant les obligations de contrôle et les sanctions encourues sera envoyé au propriétaire. En l'absence de prise de contact sous 15 jours après réception du courrier, la pénalité financière inscrites à l'article 26-f sera appliquées.

ARTICLE 33 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES LITIGES

33-1 : Modalités de règlement internes

Toute réclamation concernant le montant d'une facture, ainsi que toute demande de remboursement d'une somme

qu'un usager estime avoir indûment versée, doit être envoyée par écrit au SPANC à l'adresse indiquée sur la facture, accompagnée de toutes les justifications utiles. La réclamation ne suspend pas l'obligation de paiement. Le SPANC est tenu de produire une réponse écrite et motivée à toute réclamation ou demande de remboursement présentée dans ces conditions, dans un délai maximal de quinze jours calendaires. Ce délai peut être prolongé jusqu'à un mois si des investigations techniques complémentaires sont nécessaires.

L'usager peut effectuer par simple courrier une réclamation sur tout autre sujet. Le SPANC est tenu d'effectuer une réponse écrite et motivée dans un délai de quinze jours calendaires. Ce délai peut être prolongé jusqu'à un mois si des investigations techniques complémentaires sont nécessaires. En cas de désaccord avec la réponse effectuée par le SPANC dans le cadre d'une contestation, ou avec une sanction ou une pénalité appliquée par le SPANC, le propriétaire ou usager concerné peut adresser un recours gracieux auprès du Maire et/ou du Président de la collectivité par simple courrier adressé en recommandé avec AR dans les 2 mois suivant la notification de la décision contestée. Cette demande de réexamen du dossier doit être justifiée par des arguments factuels et juridiques, et accompagnée de la décision contestée. Le Maire ou le Président de la collectivité dispose d'un délai d'1 mois à réception du courrier pour :

- Soit répondre favorablement au réexamen du dossier. Dans ce cas la décision sera transmise au demandeur dans un délai de 2 mois.
- Soit rejeter la demande de réexamen du dossier sur la base d'arguments juridiques ou factuels.

Si aucune réponse n'est donnée, la demande est considérée comme rejetée.

33-2 : Médiation et voies de recours externes

L'usager peut également recourir au délégué local du Défenseur des Droits pour les litiges de nature règlementaire (missions de contrôle,...). Le mode de règlement amiable des litiges susmentionné est facultatif. L'usager peut donc à tout moment saisir les tribunaux compétents. Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibérations, règlement de service, etc.) relève de la compétence exclusive du tribunal administratif. Les litiges individuels entre propriétaires ou usagers concernés et SPANC relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

ARTICLE 34 - MODALITÉS DE COMMUNICATION DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est communiqué aux propriétaires concernés en même temps que l'avis préalable de visite prévu par l'article 6, ainsi que dans le dossier retiré par le pétitionnaire ou son mandataire en application de l'article 8.1 en cas d'examen par le SPANC d'un projet d'installation d'ANC. Il est accessible sur le site internet de la collectivité et envoyé sur demande aux usagers.

ARTICLE 35 - MODIFICATION DU RÈGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par l'assemblée délibérante compétente. Le règlement transmis aux propriétaires comme indiqué à l'article précédent est mis à jour après chaque modification.

En outre le présent règlement est également tenu à la disposition des propriétaires et occupants des immeubles localisés sur le territoire indiqué à l'article 2, qui peuvent à tout moment le demander au SPANC.

ARTICLE 36 - DROITS DES USAGERS ET PROPRIÉTAIRES VIS À VIS DE LEURS DONNÉES

Le SPANC assure la gestion des informations à caractère nominatif des abonnés, usagers et propriétaires en conformité avec la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et avec le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation des données. La collecte des données, notamment les noms, prénom, adresse de l'abonné, numéro cadastral de la parcelle, est réalisée pour l'exécution du service public de l'assainissement non collectif, la vérification de l'effectivité de la réalisation des obligations règlementaires, et la gestion des contributions. À ce titre les données collectées sont nécessaires à l'exécution de ce service et à sa facturation, et doivent être obligatoirement transmises dans ce cadre, sous peine de poursuites. Elles ne sont pas transmises à des tiers hors des informations destinées au Trésor Public pour le paiement des redevances et sont conservées pour la durée de leur utilisation augmentée des délais de recours. L'usager dispose du droit, s'agissant des informations personnelles le concernant, d'un droit d'accès, dans les locaux du SPANC ou sur simple demande, ainsi que d'un droit de rectification des données en cas d'erreurs. La production de justificatifs par l'abonné, l'usager ou le propriétaire peut être exigée par le SPANC. Les données seront conservées pendant la durée de l'abonnement de l'usager, augmentée d'une durée de cinq ans à compter de la date de résiliation de l'abonnement. Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter le SPANC à l'adresse suivante : sea@mb-agglo.com.

Mâconnais Beaujolais Agglomération dispose par ailleurs d'un délégué à la protection des données personnelles dont les coordonnées sont les suivantes : Madame/Monsieur la/le Délégué(e) à la Protection des Données - Centre de Gestion 71 - 6 Rue de Flacé - 71018 Mâcon Cedex. Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

ARTICLE 37 - DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT

Le présent règlement entre en vigueur à compter de son approbation en conseil communautaire pour les communes en régie et à compter de la date d'échéance des contrats de concession pour le reste du territoire (voir carte en annexe 2) Tout règlement de service antérieur, concernant l'assainissement non collectif, est abrogé à compter de la même date.

ARTICLE 38 - EXÉCUTION DU RÈGLEMENT

Le Maire de la commune concernée, le Président de l'établissement public compétent, les agents du service public d'assainissement non collectif et le trésorier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent.

LEXIQUE

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF OU ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL OU ENCORE ASSAINISSEMENT AUTONOME :

Le présent règlement entend par « assainissement non collectif », c'est-à-dire l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles, non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées. Une installation d'ANC pourra, le cas échéant, recevoir les eaux usées domestiques de plusieurs immeubles.

IMMEUBLE :

Dans le présent règlement, le mot immeuble est un terme générique qui désigne indifféremment toute construction utilisée pour l'habitation, qu'elle soit temporaire (mobil home, caravanes...) ou permanente (maisons, immeuble collectif...), y compris les bureaux et les locaux affectés à d'autres usages que l'habitat (industriel, commercial et artisanal) non soumis au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), produisant des eaux usées domestiques ou assimilées.

LOGEMENT INDIVIDUEL :

Logement destiné à l'habitat d'une seule famille (il peut s'agir d'un immeuble individuel ou d'un logement à l'intérieur d'un immeuble collectif).

Eaux usées domestiques ou assimilées :

Elles comprennent l'ensemble des eaux usées domestiques ou assimilées, définies par l'article R.214-5 du Code de l'Environnement, produites dans un immeuble, dont notamment les eaux ménagères ou eaux grises (provenant des cuisines, salles d'eau, ...) et les eaux vannes ou eaux noires (provenant des WC).

USAGER DU SPANC :

Toute personne, physique ou morale, qui bénéficie d'une intervention du SPANC, est un usager du SPANC. Dans le cas général, les usagers du SPANC sont les propriétaires des immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif, car l'obligation de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des installations incombe à ces propriétaires en application des dispositions du code de la santé publique relatives à l'assainissement non collectif (article L1331-1-1 notamment). Les occupants des immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif sont aussi des usagers du SPANC lorsqu'ils demandent à celui-ci de réaliser des opérations d'entretien de l'installation ou de traitement des matières de vidange. Par ailleurs, le SPANC peut fournir des renseignements de nature technique, administrative ou juridique sur l'assainissement non collectif à des personnes qui ne font pas partie des propriétaires ou occupants mentionnés ci-dessus.

FONCTIONNEMENT PAR INTERMITTENCE :

Fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif qui reçoit des effluents de manière discontinue, avec un ou plusieurs intervalle(s) d'au moins une semaine sans arrivée d'effluents pour une durée totale d'au moins quatre mois par an. Typiquement, le fonctionnement par intermittence concerne les installations d'assainissement non collectif équipant les résidences secondaires et les résidences alternées qui ne sont occupées qu'une partie de l'année, mais d'autres cas peuvent également entrer dans cette catégorie.

IMMEUBLE ABANDONNÉ :

Est considéré comme « abandonné » tout immeuble d'habitation qui ne répond pas aux règles d'habitabilité fixées par le règlement sanitaire départemental, donc non entretenu, et qui est sans occupant à titre habituel.

ETUDE PARTICULIÈRE = ETUDE DE FILIÈRE :

Etude réalisée à l'échelle de la parcelle afin de justifier le choix de la filière d'assainissement non collectif à mettre en œuvre à partir des caractéristiques pédologiques du terrain d'implantation, d'une évaluation de la production d'eaux usées de l'immeuble, et du contexte environnemental.

ÉTUDE DE SOL :

Analyse pédologique qui permet d'apprécier le sol et son aptitude à épurer ou à infiltrer. Cette étude permet de déterminer les caractéristiques texturales du sol, de détecter les traces hydromorphiques, de connaître le niveau et la nature du substratum rocheux, lorsque ce dernier se situe à moins de 2 m de profondeur.

SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) :

Service public organisé par une collectivité (commune ou groupement de communes) dotée de la compétence d'assainissement non collectif et qui assure les missions définies par la loi : contrôles des installations d'assainissement non collectif et, le cas échéant, entretien, réalisation et /ou réhabilitation d'installations, et traitement des matières de vidange. Le SPANC a également pour rôle d'informer les usagers sur la réglementation en vigueur, sur les différentes filières d'assainissement non collectif réglementaires, ainsi que sur le fonctionnement et l'entretien des installations.

Toutefois le SPANC ne réalise ni étude particulière (étude de filière), ni étude de sol, il n'assure pas de mission de maîtrise d'œuvre et il ne peut pas être chargé du choix de la filière (sauf dans le cadre d'une convention avec le propriétaire confiant au SPANC l'organisation et le suivi des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif). La mission d'information assurée par le SPANC consiste uniquement en des explications sur l'application de la réglementation et sur les risques et dangers que peuvent présenter les installations d'assainissement non collectif pour la santé publique et pour l'environnement, ainsi qu'en la fourniture de renseignements simples et de documents aux usagers.

RAPPORT DE VISITE :

Document établi par le SPANC à la suite d'une intervention de contrôle sur site, permettant d'examiner une installation d'assainissement non collectif et/ou son environnement. Le contenu minimal du rapport de visite est défini par la réglementation.

Dans le cas des installations existantes, il énumère les observations réalisées par le SPANC au cours de la visite ainsi que les conclusions résultant de ces observations, notamment en ce qui concerne l'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement. Il peut également contenir une liste de travaux obligatoires classés le cas échéant par ordre de priorité et des recommandations à l'adresse du propriétaire sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de modifier certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

Dans le cas des installations neuves ou réhabilitées, il énumère les observations formulées par le SPANC sur le choix de la filière, sur le respect des prescriptions techniques réglementaires, sur d'éventuelles anomalies de réalisation par rapport au projet approuvé par le SPANC et sur d'éventuels dysfonctionnements susceptibles d'engendrer des risques environnementaux, des dangers sanitaires ou des nuisances pour le voisinage.

Dans tous les cas, le rapport de visite indique obligatoirement :

- a)** La date de la visite correspondante, (et le nom, prénom et fonction de la personne ayant réalisé le contrôle : ce point est à discuter puisque seul une décision doit contenir le nom de la personne responsable, qui n'est pas le technicien de contrôle mais l'autorité responsable de la collectivité organisatrice) effectuée par le SPANC pour examiner l'installation d'assainissement non collectif, cette date de visite constituant le point de départ de la durée de validité du rapport en cas de vente de l'immeuble ;
- b)** La date prévisionnelle de la prochaine visite effectuée par le SPANC dans le cadre du contrôle périodique de l'installation : en fonction de la périodicité de contrôle votée par la collectivité, les conclusions du contrôle sur la conformité de l'installation. Préciser le délai de validité du document.
- c)** Les observations réalisées par le SPANC lors de la visite du système d'assainissement et l'évaluation de l'installation au vu des dangers pour la santé des personnes et risques avérés de pollution environnementaux.
- d)** Le projet d'arrêté précise qu'il est obligatoire d'indiquer : les recommandations sur l'accessibilité, l'entretien et les modifications à apporter sur l'installation
- e)** La liste des points contrôlés
- f)** La liste des travaux, le cas échéant.

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT :

Elaboré par la collectivité compétente en matière d'assainissement ou d'urbanisme, le zonage définit les zones qui relèvent de l'assainissement collectif, dans lesquelles les habitations sont ou seront raccordées à terme au réseau public de collecte des eaux usées, et les zones qui relèvent de l'assainissement non collectif, où le propriétaire d'un immeuble a l'obligation de traiter les eaux usées de son habitation. Ce document est consultable en mairie ou dans les locaux du SPANC et permet d'avoir une appréciation (peu précise localement) de la nature des sols sur le secteur étudié (

NORME AFNOR NF DTU 64.1 D'AOÛT 2013 :

Une norme est un document de référence. La norme diffère d'une réglementation nationale. Elle n'est pas imposée par les pouvoirs publics, mais elle permet d'atteindre un niveau de qualité et de sécurité reconnu et approuvé dans le cadre de l'organisme de normalisation.

En l'occurrence, il s'agit d'une norme élaborée dans le cadre de l'AFNOR, qui assure la coordination de l'ensemble de la normalisation en France. Il s'agit aussi d'un document technique unifié (DTU), c'est-à-dire un recueil de dispositions techniques recommandées pour la construction d'ouvrages. Cependant, le DTU ne suffit pas à décrire l'ensemble des caractéristiques d'un projet à réaliser par un fournisseur et/ou une entreprise. Il appartient au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre d'inclure dans chaque projet les compléments et/ou dérogations nécessaires par rapport à ce qui est spécifié dans le DTU.

La norme a pour objet de préciser les règles de l'art relatives à certains ouvrages de traitement des eaux usées domestiques de maisons d'habitation individuelle jusqu'à 10 pièces principales tels que définis par la réglementation en vigueur. Elle concerne les caractéristiques et la mise en œuvre des équipements de prétraitement préfabriqués d'une part, des dispositifs assurant le traitement par le sol en place ou reconstitué, avec infiltration ou évacuation des eaux usées domestiques traitées d'autre part.

La norme AFNOR NF DTU 64.1 d'août 2013 n'est pas un document public. Elle peut être acquise auprès de l'AFNOR. En fait, elle n'est utile qu'en cas de construction ou de réhabilitation d'ouvrages d'ANC avec traitement traditionnel par le sol en place ou reconstitué.

ÉQUIVALENT HABITANT (EH) :

en terme simple, il s'agit d'une unité de mesure permettant d'évaluer la capacité d'un système d'épuration, basée sur la quantité de pollution émise par personne et par jour. Selon l'article 2 de la Directive "eaux résiduaires urbaines" du 21/05/1991, l'équivalent habitant est « la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en 5 jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour.

TEXTES RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES AUX DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

- Arrêtés interministériels du 07 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5, et du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif
- Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif
- Décret du 28 février 2012 relatif aux corrections à apporter à la réforme des autorisations d'urbanisme
- Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (chapitre IV)

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

- Article L.1311-2 : fondement légal des arrêtés préfectoraux ou municipaux pouvant être pris en matière de protection de la santé publique,
- Article L.1312-1 : constatation des infractions pénales aux dispositions des arrêtés pris en application de l'article L.1311-2,
- Article L.1312-2 : délit d'obstacle au constat des infractions pénales par les agents du ministère de la santé ou des collectivités territoriales,
- Article L1331-1 : obligation pour les immeubles d'être équipés d'un ANC quand non raccordés à un réseau de collecte public des eaux usées
- Article L.1331-1-1 : immeubles tenus d'être équipés d'une installation d'assainissement non collectif,
- Article L1331-5 : mise hors services des fosses dès raccordement au réseau public de collecte.
- Article L.1331-8 : pénalité financière applicable aux propriétaires d'immeubles non équipés d'une installation autonome, alors que l'immeuble n'est pas raccordé au réseau public, ou dont l'installation n'est pas régulièrement entretenue ou en bon état de fonctionnement ou encore pour refus d'accès des agents du SPANC aux propriétés privées,
- Article L.1331-11 : accès des agents du SPANC aux propriétés privées.
- Article L1331-11-1 : ventes des immeubles à usage d'habitation et contrôle de l'ANC

CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- Article L.2224-8 : mission de contrôle obligatoire en matière d'assainissement non collectif,
- Article L.2212-2 : pouvoir de police général du maire pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique,
- Article L.2212-4 : pouvoir de police général du maire en cas d'urgence,
- Article L.2215-1 : pouvoir de police générale du Préfet,
- Article L2224-12 : règlement de service
- Article R.2224-19 concernant les redevances d'assainissement.

CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

- Article L.152-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions réglementaires applicables aux installations d'assainissement non collectif des bâtiments d'habitation,
- Article L.152-2 à L.152-10 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement autonome d'un bâtiment d'habitation, lorsque celui-ci n'est pas raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, ou de travaux concernant cette installation, réalisés en violation des prescriptions techniques prévues par la réglementation en vigueur.
- Article L271-4 : dossier de diagnostic technique au moment des ventes d'immeubles

CODE DE L'URBANISME

- Articles L.160-4 et L.480-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions pris en application du Code de l'urbanisme, qui concerne les installations d'assainissement non collectif,
- Articles L.160-1, L.480-1 à L.480-9 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif en violation des règles d'urbanisme ou de travaux réalisés en méconnaissance des règles de ce code.

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

- Article L.432-2 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau portant atteinte à la faune piscicole,
- Article L.437-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L.432-2,
- Article L.216-6 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau n'entraînant pas de dommages prévus par les deux articles précédents.

CODE DE LA CONSOMMATION

- Article L111-1 : information précontractuelle
- Article 133-3 : garanties légales

TEXTES NON CODIFIÉS

- Arrêté ministériel du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées.
- Loi du 6 Janvier 1978 dite « informatique et libertés » modifiée
- Arrêté du 19 juillet 1960 modifié le 14 mars 1986 relatif au raccordement des immeubles au réseau de collecte public des eaux usées



Mâconnais-Beaujolais
AGGLOMÉRATION
www.mb-agglo.com